

Paris, le 10 juillet 2026

### **Objet : Finances publiques**

#### **Les agents territoriaux et hospitaliers ne seront pas les variables d'ajustement !**

La conclusion du Comité d'alerte des finances publiques réuni à Bercy est sans appel : 3 milliards d'euros d'économies supplémentaires doivent être trouvés d'ici septembre pour redresser une croissance en berne. Sous couvert de « rigueur » et de « responsabilité générationnelle », le Gouvernement s'apprête à imposer une nouvelle cure d'austérité qui cible de plein fouet l'Assurance maladie et les budgets des collectivités territoriales.

Pour la **CFTC Fonction Publique**, cette trajectoire est inacceptable. Les services publics et ceux qui les font vivre au quotidien ne peuvent pas continuer à payer le prix fort des crises géopolitiques et des révisions macroéconomiques.

Alors que la ministre de l'Aménagement du territoire reconnaît elle-même le sérieux budgétaire des collectivités locales, le Gouvernement leur demande de trouver de nouvelles sources d'économies pour compenser l'augmentation mécanique de leurs dépenses. La CFTC prévient : exiger toujours plus d'efforts des budgets locaux se traduira inévitablement par une dégradation des conditions de travail et une perte d'attractivité de nos métiers territoriaux. Nos agents ne sont pas des variables d'ajustement comptable.

Le constat est tout aussi alarmant pour notre système de protection sociale. Pointer du doigt un prétendu « risque de dépassement » d'un milliard d'euros sur l'Assurance maladie est un signal extrêmement dangereux pour la Fonction Publique Hospitalière. Après des années de crise et de tensions extrêmes à l'hôpital, la tentation de serrer à nouveau la vis budgétaire menace directement la sécurité des soins et la santé des personnels.

Le ministre du Travail et des Solidarités affirme que cet effort ne peut se construire que dans le dialogue avec les partenaires sociaux. La CFTC prend note de cette intention mais exige des actes immédiats. Le dialogue social ne doit pas servir de chambre d'enregistrement pour légitimer des coupes budgétaires décidées à la hâte.

Fidèle à ses valeurs de justice sociale, la CFTC Fonction Publique exige le sanctuaire absolu des budgets de fonctionnement des collectivités, l'arrêt des rabots sur l'Assurance maladie et l'ouverture d'une véritable négociation sur les moyens alloués à nos services publics. Ils sont la richesse de ceux qui n'en ont pas, et nous les défendrons sans relâche.